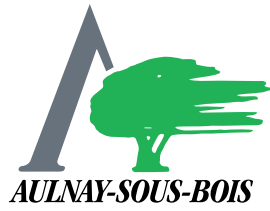




OXYGENE



BI-MENSUEL N° 148 LUNDI 20 FÉVRIER 2012

ÉVÈNEMENT PAGES 2-3

Aulnay avec les salariés de PSA



ÉVÈNEMENT



PSA

Aulnay défile pour l'emploi

Plus de 2 000 personnes ont répondu à l'appel de l'Intersyndicale de l'usine PSA en défilant ce samedi dans les rues de la ville. En jeu : le maintien de la production du site au-delà de 2014.

« La fermeture serait une aberration, dans notre ville déjà lourdement frappée par le chômage, qui se bat pour son renouveau économique et où une gare du Grand Paris viendra s'implanter près de l'usine PSA, l'arrêt des chaînes de production est un non-sens, un contre-exemple absolu. »

Gérard Ségura, Maire

De mémoire de fleuriste, il y a longtemps que la Place du Général de Gaulle n'avait pas connu une telle effervescence, « même quand la France a gagné la coupe du monde ils étaient moins nombreux. » Mais dans une ambiance plus mai 68 que juillet 98, c'est pour l'avenir du site PSA Peugeot-Citroën et de ses 3 500 salariés qu'une foule compacte s'est rassemblée en début d'après-midi aux abords de la gare RER. Une mobilisation qui fait suite au tract lancé quelques semaines plus tôt par l'ensemble des syndicats qui appelaient à une grande manifestation. Salariés, élus, militants, ou simples Aulnaisiens, se sont alors joints au cortège pour défiler en solidarité avec les ouvriers du premier constructeur automobile français. Regroupées derrière une banderole « Non à la ferme-

ture de PSA Aulnay », plus de 2 000 personnes ont alors battu le pavé de la gare au parvis de l'Hôtel de Ville. Une marche de deux heures où les manifestants aussi déterminés qu'inquiets ont pu scander leur volonté de sauver leur emploi et maintenir l'activité du site au-delà de 2014. « Nous sommes réunis aujourd'hui, car la direction de PSA est incapable de s'engager sur l'ave-

« Colère et souffrance des salariés, oui, la révolte est légitime, il faut résister. Que ce cri de révolte se transforme en cri d'espoir. »

Mohamed Kenniche, SUD

« Il faudra compter avec nous, notre force, c'est notre capacité à nous mobiliser et ce sera notre seule solution pour protéger nos emplois »

Jean-Pierre Mercier, CGT

nir de notre usine, explique Jean-Pierre Mercier, délégué CGT. Nous exigeons une table ronde entre les syndicats, le gouvernement et la direction du groupe pour que cette dernière se prononce par écrit sur l'après 2014. C'est de l'avenir de 3 000 familles dont il est question. »

Que cesse l'hémorragie de l'industrie française

Un enjeu dont ont pleinement conscience les élus de la ville, du département et au-delà, venus en nombre ce samedi, et pour qui la fermeture de l'usine constituerait une catastrophe économique et sociale pour toute la région Ile-de-France. Présent aux côtés des salariés depuis le début de leur revendication en juin dernier, le maire Gérard Ségura a une fois de plus apporté son soutien à l'action syndicale « la direction et le gouvernement doivent prendre leurs responsabilités, car pour les 10 000 personnes, salariés du site, sous-traitants et fournisseurs, dont le sort est lié à la poursuite de la production de l'usine d'Aulnay, la fermeture constituerait un drame considérable ». Quelques mètres plus loin dans le cortège, David et Cyril arrivent directement de Sochaux, où ils sont eux-mêmes salariés de PSA. Ils ont tenu à être présents aux côtés de leurs collègues de Seine-Saint-Denis, « Aujourd'hui la menace est sur Aulnay, mais demain à qui le tour ? Il faut que tout le pays se mobilise si l'on veut que cesse l'hémorragie de l'industrie française ». Un avis partagé par l'ensemble des manifestants puisque la prochaine étape de la mobilisation passera par la route de l'Élysée.

Philippe GINESY

L'AVENIR DU SITE S'INVITE AU CŒUR DE LA PRÉSIDENTIELLE

La manifestation de samedi 18 février, organisée à l'appel de l'Intersyndicale a bénéficié du soutien politique et logistique de la municipalité. En effet, l'appel à la manifestation a été voté, sur proposition du maire Gérard Ségura, à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 9 février dernier. Cette manifestation représente un véritable coup de semonce à l'encontre de la direction de PSA et du gouvernement. Les salariés de l'usine sont désormais persuadés, et ce malgré les dires de la direction qui se refuse à tout engagement précis, que l'usine d'Aulnay fermera en 2014, avant même l'arrêt de la production de la C3, prévu en 2016. Réunis en nombre autour de l'Intersyndicale, les salariés en appellent aujourd'hui au Président de la République, qui s'était il y a huit mois de cela engagé à protéger l'avenir de l'usine d'Aulnay, et auquel les syndicats avaient à nouveau écrit il y a deux mois, sans jamais obtenir de réponse. Salariés et syndicats sont bien décidés à mettre l'avenir du site au cœur du débat de l'élection présidentielle. François Hollande a assuré par écrit les salariés de son soutien. Cette semaine, l'Intersyndicale se réunira afin de discuter d'une éventuelle manifestation à

l'Élysée afin d'obtenir une assurance sur le devenir du site, a précisé Jean-Pierre Mercier (CGT). Salariés et syndicats, soutenus par la municipalité, demandent une table ronde et exigent la garantie écrite que tous les emplois seront conservés jusqu'en 2016, date prévue pour la fin de fabrication de la C3. Au-delà de cette date, ils veulent obtenir de la direction du groupe l'assurance d'avoir un nouveau véhicule à produire ou que PSA s'engage à apporter de l'activité sur le site d'Aulnay. L'usine d'Aulnay emploie aujourd'hui 3500 salariés mais ce sont plus de 10 000 personnes, en comptant les fournisseurs et les sous-traitants qui seraient touchées par une fermeture du site, créant une réelle catastrophe économique et sociale dans un département déjà fortement touché par le chômage. Salariés, syndicats et élus locaux ne veulent plus vivre dans l'incertitude, comme cela a été le cas depuis plus de huit mois, et se refusent à attendre une mort programmée du site d'Aulnay. L'avenir de PSA à Aulnay est désormais au sein de la campagne présidentielle et l'Intersyndicale prévoit une montée en puissance du mouvement jusqu'à l'obtention de garanties écrites quant à son devenir.

A.R



« Nous ne resterons pas les bras croisés, depuis huit mois nous vivons dans l'incertitude, il est impossible de se projeter dans l'avenir, nous exigeons des garanties »

Tanja Sussest, SIA

De nombreuses personnalités présentes :

Nathalie Arthaud (LO), candidate à l'élection présidentielle, Aline Archimbaud (EELV), sénatrice de Seine-Saint-Denis, Eliane Assassi (PCF), sénatrice, Jean-François Baillon, vice-président Ecologie-Ecologie-Les-Verts du 93, Claude Bartolone (PS), président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Martine Billard (PCF), député de Paris, Jean-Pierre Blazy (PS), député-maire de Gonesse, Hervé Bramy, conseiller général, secrétaire départemental du PCF 93, Marie-George Buffet (PCF), député, Gérard Cosme

(PS), maire du Pré-Saint-Gervais, Claude Dilain (PS), sénateur de Seine-Saint-Denis, Stéphane Gagnon (EELV), maire de Sevran, Philippe Guglielmi, premier secrétaire de la fédération socialiste de Seine-Saint-Denis, Arlette Laguiller (LO.) ancienne candidate à l'élection présidentielle, Ahmed Laouedj, président du PRG 93, Didier Mignot (PCF), maire du Blanc-Mesnil, Philippe Poutou (NPA), candidat à l'élection présidentielle, Sylvine Thomassin (PS), maire de Bondy, Henriette Zoughebi (PCF), Conseillère régionale.



de gauche à droite: Jean-Pierre Mercier, Jean-Pierre Blazy, Claude Bartolone, Claude Dilain, Philippe Guglielmi et Gérard Ségura.

« Se battre avant qu'il ne soit trop tard, l'usine se vide de jour en jour. PSA a mis sa machine en route depuis longtemps, nous ne nous laisserons pas faire »

Larbi Erraai, CFDT